

-50%

"Le monde va mal"

C'est un titre  
Pas une explicationAvec nos journalistes,  
plongez au-delà du titre263 € | AU LIEU DE  
6 MOIS | ~~526 €~~

La Libre

Plus simple et plus rapide,  
abonnez-vous et payez sans attendre en ligne  
en scannant le QR CODE

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Bon à renvoyer à IPM - Service abonnements - Rue des Francs  
79 - 1040 Bruxelles ou par e-mail à : [contact@ipmgroup.be](mailto:contact@ipmgroup.be) 6 mois d'abonnement à 263€ au lieu de 526€\*

Nom .....

Prénom .....

Rue .....

N° ..... Bte ..... CP .....

Localité .....

Date de naissance .....

E-mail .....

TVA (si facture) .....

Plus SIMPLE et plus RAPIDE, je m'abonne



En ligne sur :

<https://aboshop.lalibre.be/?campaign=LB6M>

Par courrier :

Service abonnements  
Rue des Francs 79 à 1040 Bruxelles

Par téléphone :

02/744.44.44



Par mail :

[contact@ipmgroup.be](mailto:contact@ipmgroup.be)Cet abonnement est remboursable uniquement pendant la période de rétractation  
légale de 14 jours à compter de la livraison du premier numéro. Vos données sont  
traitées dans le cadre de l'exécution d'un contrat (abonnement) conformément à  
notre Politique de confidentialité disponible sur le site <https://www.lalibre.be/>.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de limitation.

Les ressources minières  
du Venezuela attendent  
les convoitises**Venezuela** Mais leur exploitation se  
heurte à des défis de taille comme  
l'insécurité des zones minières.Éclairage Margot Davier  
Correspondante en Amérique latine

C'est une nouvelle étape qu'a franchie l'Assemblée nationale vénézuélienne le 9 avril, afin d'attirer les investisseurs étrangers dans le pays. Après la promulgation en janvier d'une loi sur les hydrocarbures, qui offre des garanties aux investissements privés et modifie le modèle étatiste conçu par Hugo Chavez, puis d'un autre texte destiné à accélérer et simplifier les processus administratifs, le pays adopte une législation inédite sur un secteur minier délabré, censée le moderniser.

Ces changements radicaux apparaissent comme le dernier exemple de la mise sous tutelle du pays par les États-Unis, depuis la

capture du dirigeant chaviste Nicolas Maduro début janvier. Car si l'accès aux ressources minérales du Venezuela a été moins médiatisé que celui à son pétrole, leur potentiel n'est pas passé inaperçu au sein du pouvoir américain.

Les États-Unis convoitent ainsi les terres rares, un groupe de 17 éléments métalliques essentiels aux technologies de pointe et aux énergies vertes. Ces matériaux se situent dans l'Arc minier, une vaste zone couvrant environ 12% du territoire vénézuélien, située au nord des États d'Amazonas et de Bolivar, et au sud de celui de Delta Amacuro, près de la ceinture pétrolière de l'Orénoque, où se trouve l'essentiel des réserves vénézuéliennes de pétrole brut.

**Or, terres rares, coltan...**

La loi minière vise à attirer des entreprises privées pour exploiter les richesses du Venezuela en or et en minéraux stratégiques, bien qu'il n'existe aucune évaluation précise de ces ressources. "L'accent est principalement mis sur l'or. Même s'il n'existe pas

